



17 000 suppressions de postes en 2008 Stopper l'hémorragie

Le ministre de l'Education nationale Xavier Darcos a annoncé 10 000 suppressions de postes pour 2008 il y a 3 jours. On en annonce aujourd'hui 17 000 . La FCPE 94 condamne fermement cette nouvelle coupe sombre du budget de l'Education nationale et appelle les parents à se mobiliser.

Cette mesure est d'autant plus inique qu'elle s'ajoute à une série de restrictions budgétaires et de remises en cause des fondements de l'Education nationale : suppression progressive de la sectorisation, remise en cause du collège unique collège et de l'éducation priorité, mise en place d'un socle commun (véritable SMIC culturel).

Départs à la retraite non remplacés, heures supplémentaires imposées, suppressions de moyen en vie scolaire, médecins, infirmières, assistants sociaux,...les conséquences seront désastreuses pour les conditions de fonctionnement des établissements et d'études de nos enfants.

Cette politique tourne le dos aux enjeux et défis d'une école publique de qualité pour tous. C'est un renoncement de plus à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales. C'est le refus de moyens pour le soutien scolaire et l'accompagnement des élèves en difficultés et, malgré la loi du 11 février 2005, pour la scolarisation des enfants handicapés.

La FCPE 94 refuse cette dégradation sans précédent du système éducatif. Elle dénonce une politique de restriction budgétaire d'inspiration libérale qui menace l'avenir de millions de jeunes.

Elle appelle les parents à se mobiliser dès la rentrée 2007 pour exiger une amélioration des conditions d'études et un budget pour l'éducation à la hauteur des besoins.

Contact presse: Ali Aît Salah :06.27.15.39.52

Conseil Départemental des Parents d'Elèves des écoles publiques du Val-de-Marne

✉ 24, rue Camélinat – 94400 Vitry-sur-Seine ☎ 01.46.77.01.01 ou ☎ 01.46.77.01.46 📠 01.46.77.83.80

Em@il : fcpe94@wanadoo.fr - Site Internet : <http://www.fcpe94.org>

Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, la FCPE est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique